

**Un immense patrimoine immobilier disséminé dans plusieurs Régions du Cameroun, ainsi qu'à l'étranger suscite des interrogations auprès de l'opinion publique. Pour une affaire d'héritage, la famille Muna est présente sur la scène politique camerounaise.**

La benjamine et seule femme de la fratrie, l'ancienne ministre des Arts et de la Culture, Ama Tutu Muna nommée en mars 2017 au sein de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme, dont le but est de trouver des solutions à la crise anglophone, accuse ses frères aînés Akere et Ben Muna de détournement de la succession.

Les biens querellés étant principalement ceux légués par leur géniteur. Cet immense patrimoine querellé, cédé par Solomon Tandeng Muna, instituteur né vers 1912 dans la Région anglophone du Nord-Ouest, qui fut premier ministre du Cameroun anglophone de 1968 à 1972 et vice-président de la République fédérale du Cameroun avant d'être élu président de l'Assemblée nationale, est impressionnant. Des biens aux origines douteuses, répartis aussi bien au Cameroun qu'à l'étranger.

En plus de la Fondation créée en 2002 afin d'honorer la mémoire de Solomon Tandeng Muna et celle de sa femme Elisabeth Fri Ndingsa, décédée auparavant en juin 1983 et qui entend promouvoir, perpétuer, préserver et encourager les cultures et les arts indigènes, les Muna sont propriétaires d'une villa à Bastos, l'un des quartiers chics de Yaoundé, la capitale politique. Des immeubles sont comptés en grand nombre à Douala dans la Région du Littoral, Buea au Sud-Ouest, sans oublier celui de Bamenda occupé par Afriland First Bank, ou encore l'immeuble de Londres, la capitale de l'Angleterre et du Royaume-Uni cédé par le père à Akere qui l'a ensuite vendu. 35% des actions de la polyclinique Muna (le fleuron des entreprises familiales, située dans le quartier huppé de Bonanjo à Douala) sont également à mettre à leur actif.

L'origine de ces biens est pour le moment difficile à établir, voire douteuse. Les héritiers eux, tentent sans convaincre de prouver leur bonne foi. «Nous avons travaillé dur pour arriver où nous sommes aujourd'hui. Personne n'a eu de faveur. Notre père nous a appris la valeur du travail bien fait», assurait en 2008, Bernard Muna, dans les colonnes du magazine panafricain Jeune Afrique.

«Nous étions les enfants du Premier ministre de l'État fédéré du Cameroun occidental, mais mon père nous obligeait à aller à l'école à pied», se souvient quant à lui Me Akere. Et pourtant, les déclarations du politologue Manassé Aboya Endong dans les pages du même journal, cette fois en 2011, remettent en cause les allégations des frères Muna. L'enseignant des universités

estimait en effet que certaines grandes familles camerounaises «ont profité des balbutiements de l'État au lendemain de l'indépendance. Il y a eu un rapprochement entre la nouvelle élite, issue de la scolarisation et le pouvoir traditionnel, représenté par les grandes chefferies (lamido de Garoua, sultanat de Foumban, chefferie de Bandjoun, paramount chief de Kumba).

Ces dernières ont donc fourni de grands noms à l'État et à la bourgeoisie naissante, fruit de l'industrialisation nouvelle ». Certaines de ces familles sont encore influentes aujourd'hui.

## **Repère**